

Introduction : L'originalité de la politique économique et financière du Parti communiste français

En cette année 2009, chacun se demande ce qui va se passer dans les mois et les années à venir. Nous sommes peut être dans l'un de ces tournants qui marque le périple des peuples, chacun mesure mieux aujourd'hui que **cette crise n'est pas comme les autres.**

Les économistes communistes s'interrogent même sur ce qui pourrait être l'aspect le plus inédit de cette crise : pour la première fois depuis l'émergence du capitalisme dans l'histoire, la question de son dépassement progressif deviendrait incontournable.

Cela ne signifierait pourtant pas qu'il pourrait s'effondrer de lui-même, comme un château de cartes. Mais avec cette crise il ne s'agirait pas d'une dépression de plus, plutôt d'une crise laissant entrevoir un au-delà possible du capitalisme.

De fait, s'ouvrirait ainsi une nouvelle période politique au cours de laquelle s'affirmerait le besoin de réformes radicales mettant en cause le système, tout le système et pas seulement sa sphère financière.

Cette hypothèse est d'autant plus à prendre au sérieux que l'on oublie trop souvent que c'est un économiste communiste, Paul Boccara, qui dès 1967 – il y a 42 ans ! – a évoqué le premier les débuts de la longue crise du capitalisme.

En 1971, Georges Marchais, au nom du PCF déclare : « *La France et le monde sont entrés dans une crise structurelle globale et durable* ».

Assurément, nous nous sommes beaucoup trompés sur beaucoup de sujets au cours des années qui ont suivi, mais sur cette question nous avons en grande partie raison avant tout le monde, y compris au sein de ce qu'était à ce moment-là le mouvement communiste international.

Depuis 1971, évidemment, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et nous avons essayé d'approfondir notre réflexion et nos propositions. Nous avons été porteurs d'idées nouvelles qui commencent à être reprises avec plus ou moins de bonheur :

- Nouveaux critères de gestion dans les entreprises,
- Sécurité d'emploi et de formation,
- Pôle financier public,
- Monnaie commune mondiale...

Cette créativité communiste est liée à 3 idées clés qui nourrissent notre réflexion :

1. Nous analysons le capitalisme à la suite de Marx comme un système qui se définit essentiellement par sa maîtrise sur l'argent.
2. Nous sommes porteurs d'une nouvelle conception de l'intervention publique et du rôle des salariés et des populations.
3. Nous articulons notre démarche sur les questions économiques et financières avec celle sur les questions sociétales (révolution écologique, révolution des

relations intergénérationnelles, ...) et les questions politiques du rassemblement.

I. **FACE A LA CRISE, ALLER VERS UNE MAITRISE DE L'ARGENT**

A. La particularité du capitalisme : la propriété d'argent pour faire plus d'argent

Le capitalisme n'est pas :

- Une simple forme particulière de propriété des moyens de production. Les sociétés esclavagistes ou féodales se caractérisaient aussi par cette propriété privée.
- Lié à une seule forme de révolution technologique, la révolution industrielle. Il est aujourd'hui confronté aux débuts de la révolution informationnelle.

Il est essentiellement constitué par :

- La propriété d'argent pour faire plus d'argent en passant par la production de biens et de services. Francis Mer, P-DG d'Usinor-Sacilor, au milieu des années 90 disait à ses cadres : « *Arrêtez de définir notre société comme un groupe sidérurgique, c'est un groupe qui fait de l'argent avec la sidérurgie* ».
- L'utilisation de l'argent et des ressources d'autrui par le biais du crédit et des marchés financiers.

Pour faire encore plus d'argent, le capitaliste a donc besoin au départ d'argent. Celui-ci peut avoir 3 origines :

- L'argent des entreprises, c'est l'autofinancement.

- Celui des banques ou des marchés, c'est le crédit et l'endettement.
- Celui des contribuables, ce sont les aides publiques.

3 utilisations possibles de ces fonds

	M{FT/MP)	P -M'	A'
A			
A''	M{placements financiers (PF)	P	- M''
A'''			

Double comparaison effectuée en permanence par les capitalistes :

– force de travail (FT) ↔ moyens de production (MP) substitution capital/travail

- MP ↔ PF

substitution réel/financier

Et toujours avec la même exigence : plus d'argent !

Le capitaliste va choisir la combinaison qui lui rapportera le plus, compte tenu de ce que rapporte en moyenne le marché.

B. Le crédit bancaire

Il consiste en la création d'argent par les banques.

Les 3 étapes de la création d'argent par les banques

-- t0: *la banque fait un crédit à une entreprise,*

-- t1 : *l'entreprise peut financer avec ce crédit les avances nécessaires à la production de richesses nouvelles (équipements, salaires),*

-- t2 : *la production de ses richesses nouvelles finance le remboursement progressif du crédit,*

Le crédit donne un pouvoir d'achat anticipant sur la création de richesses nouvelles.

Les limites à ce processus :

- La nécessité pour la banque de rembourser ou de servir les déposants à leur demande,
- L'inflation excessive si des crédits distribués ne servent pas à créer suffisamment les richesses nouvelles.

Le fonctionnement du crédit :

- La banque reçoit des dépôts d'argent : surtout des salaires, des pensions, des retraites.
- Sur cette base, les banques créent de l'argent (création monétaire)

Banque (X)

Dépôt 1 = 1000 €

Dépôt 2 = 1000 €

Entreprise (Y)

Crédit : 1000 €

Au bout de l'opération, le total des dépôts dans la banque (X) atteint 2000€ après l'octroi d'un crédit de 1000 € par cette banque à l'entreprise Y. par simple jeu d'écriture.

- Grâce au crédit et à partir du dépôt 1 a été créé un **deuxième dépôt** qui augmente la monnaie disponible au-delà de la somme du premier dépôt, **lequel reste aussi disponible pour son propriétaire.**

Les dépôts servent de base aux crédits qui permettent de faire de nouveaux dépôts

... / ...

L'argent des banques : c'est l'argent de la société

Ce n'est
Ni l'argent des banquiers,
Ni l'argent des actionnaires.

Compensation et refinancement

Pour équilibrer l'ensemble de ces opérations :

- Les banques se prêtent entre elles (marché interbancaire)
- Elles recourent au « refinancement » de la BCE.

Dans le système actuel, fondé sur la rentabilité financière et le taux de profit, le crédit sera d'autant plus facilement accordé (taux d'intérêt et garantie) que l'opération à financer sera plus et plus vite rentable.

Sa sélectivité est favorable à la rentabilité financière.

Le crédit porte de cette sélectivité jusque dans la façon dont l'entreprise sera gérée : incitant pour la rentabilité financière à baisser les coûts salariaux

Dans les conditions du capitalisme devenu financier, c'est-à-dire dominé par les marchés financiers, cela s'est traduit par le fait que le crédit bancaire est devenu:

- De plus en plus facile pour les opérations purement financières,
- De plus en plus anti- emploi, anti- formation, anti- croissance réelle.

Ce qui explique l'explosion de l'endettement pour les opérations financières et spéculatives, des «subprimes », aux opérations LBO (rachat d'entreprise avec très peu d'apport en capital et un énorme endettement à bas taux d'intérêt).

Le capitaliste, pour rembourser la dette et ses intérêts, va faire continuellement pression sur le coût du travail.

Le capitalisme aujourd'hui c'est le capitalisme financier, car prédomine le marché financier qui asservit le crédit, des banques, la monnaie aux opérations et placements financiers.

C. Le marché financier

C'est un marché où s'échangent de l'argent entre :

- des apporteurs d'argent (ou de fonds),
- des demandeurs d'argent (ou de fonds)

L'argent apporté exige tout de suite sa part de plus-value

Sur ce marché les prix s'envolent selon la loi de l'offre de la demande.
Il constitue une prise sur les richesses produites dans les entreprises en les contraignant à réaliser des seuils de rentabilité.

Sur ces marchés s'échangent des titres contre l'argent :

- **Obligations** : titres de dette (prêts remboursables avec un **taux d'intérêt** : « coupons »)
- **Actions** : titres de propriété d'une partie du capital de telle ou telle entreprise donnant droit à un **dividende**.

Le marché financier a pris une part croissante dans l'économie capitaliste depuis le début des années 1980.

Pourquoi ?

3 raisons essentielles :

- La crise du type de productivité capitaliste à partir de la fin des années soixante avec les problèmes récurrents de rentabilité des capitaux.
- La crise des relations internationales marquées par la domination du dollar.
- Les débuts de la révolution informationnelle.

Cette dernière permet des économies en temps de travail considérables. Economies du :

- Travail passé cristallisé dans les moyens de production,
- Travail vivant immédiat en raison des très gros gains de productivité.

Problème :

Cette introduction de plus en plus massive des hautes technologies transforme profondément la façon de produire des richesses.

Elle accroît le rapport :

Valeur ajoutée /capital matériel.

On peut produire beaucoup plus en dépensant moins en salaire et en capital matériel.

Mais avec cette « révolution informationnelle » il y a besoin de dépenser de plus en plus pour :

- La recherche-développement,
- La formation – qualification (reconnaissance dans les salaires)

D'où la nécessité grandissante de partager les coûts.

Comment les capitalistes cherchent-ils à répondre à ces défis de partage, avec les antagonismes entre :

-- Les obligations de partage,

et

-- La règle capitaliste, c'est-à-dire la concurrence pour le profit maximum, et les critères et la culture capitalistes)

- Ils vont constituer des réseaux mondiaux de domination (oligopoles) au sein desquelles ils pourront partager ces coûts, de manière monopoliste, mais pour détruire les rivaux !
- Et pour cela, recourir aux OPA (offre publique d'achat), OPE (offre publique d'échange d'actions)... nécessitant de lever des fonds de plus en plus énormes sur les marchés financiers.
- Pour y répondre les politiques, toutes les institutions financières vont de plus en plus chercher à canaliser l'argent des profits, des fonds publics, du crédit vers ces marchés.

D'où l'explosion des dépenses de domination, au lieu de coopération de partage.

Ainsi, dans le **monde** :

Le niveau record des fusions et acquisitions est atteint en 2007: 4 500 Mds de dollars (+ 24 % sur 2006, elle-même à + 30 % sur 2005)

- 2007 : 4 500 mds de dollars
- 2006 : 3 630 mds de dollars
- 2005 : 2 792 mds de dollars

En Europe : 1 800 Mds de \$ en 2007 (+ 36 % sur 2006) devant les USA pour la première fois. Cela a conduit à l'inflation (enflure) des marchés financiers, a stimulé la spéculation et les rivalités d'attraction entre les places boursières. Dans chaque pays, on a cherché à faire grossir le plus possible son propre marché financier (exonérations fiscales, sociales, ...).

L'explosion des prélèvements financiers (intérêts et dividendes).

En 2007

Pour un euro investi par les entreprises en France

1,6 € étaient prélevés sur leur valeur ajoutée pour les intérêts et les dividendes.

Le recours de plus en plus massif aux hautes technologies, très économes en temps de travail, est poussé pour accroître la rentabilité des capitaux, le rendement des actions.

- Cela fait de plus en plus de chômage.
- Salaires/valeur ajoutée = - 8 points entre 1980 et 1990 et depuis ça n'a quasiment pas augmenté)

Au total, les capitalistes peuvent ainsi dépenser :

- Moins pour les salaires

- Moins pour l'investissement matériel,

D'énormes masses de capitaux sont ainsi rendus disponibles

Dans le cadre de la mondialisation, ces disponibilités vont chercher à s'employer dans des opérations qui devront rapporter au moins autant que les taux de profits rendus possibles dans les pays émergents à bas coûts salariaux.

D'où l'ampleur de la spéculation :

- Immobilier,
- Pétrole,
- Matières premières,
- Alimentation,
- Et demain, ... dans une bulle verte !

Cela a conduit au krach.

D. La crise des relations internationales et le problème du dollar

1. Les Etats-Unis et le dollar

Pour développer et capter les ressources informationnelles, les Etats, les groupes, les zones géographiques ont tout fait pour attirer les capitaux.

1971 : dollar devient monnaie mondiale de fait.

- Les États-Unis peuvent s'endetter auprès du reste du monde dans leur monnaie nationale ; (coup d'état de Nixon qui ferme le guichet de l'or)
- Quand ces prêts arrivent à échéance, ils peuvent émettre de nouveaux dollars pour rembourser leurs emprunts.

Ce qui donne la possibilité aux États-Unis, les seuls dans le monde, de développer et leurs marchés financiers, et leurs crédits, attirant les capitaux du monde entier pour financer leur croissance, leur avance technologique, ...:

2. L'Europe et l'euro

C'est pour essayer de partager cette domination financière des États-Unis sur le monde entier avec le dollar, que les dirigeants européens ont créé l'euro, monnaie unique au service de la promotion des marchés financiers européens, censée leur permettre de rivaliser avec les États-Unis dans l'attraction des capitaux.

La BCE. Sa politique :

- Son objectif prioritaire, conditionnant toute sa politique monétaire : **la lutte contre l'inflation**. Les raisons ? Parce que l'inflation érode le taux de profit et fait perdre de la valeur aux actifs financiers,
- Pour cela et pour tenir un taux de change élevé de l'euro (pour attirer les capitaux) elle pratique des taux d'intérêt plus élevés qu'aux États-Unis et supérieurs à la croissance du PIB.

- Son appui aux banques (refinancement) est tel que le crédit de ces banques sera d'autant plus facilement accordé que les opérations à financer sont plus rentables ou financeront l'exportation de capitaux parce que l'accroissement de la croissance est supérieur hors de l'Europe (États-Unis, pays émergents)
- Par contre le crédit sera plus difficile pour l'investissement réel notamment pour les PME.

Cette politique monétaire accroît la pression des prélèvements financiers sur les richesses produites et incite donc :

- A baisser les salaires et les cotisations sociales patronales,
- Au freinage des dépenses publiques sociales :
- Aux privatisations,
- Au freinage des dépenses d'investissement public,

Cohérence de cette politique : parallèlement à l'euro fort, les critères de Maastricht. Mais une cohérence explosive dans sa confrontation à la réalité.

E. La pression des banques, des actionnaires et des marchés sur les gestions d'entreprise

Avec :

- La déconnexion du dollar et des monnaies vis-à-vis de l'or (1971),
- Les déséquilibres croissants de la balance extérieure des Etats-Unis et le resserrement de la politique monétaire

de leur banque centrale (forte hausse des taux d'intérêt en 1976).

- Les politiques de déréglementation aux Etats-Unis et en Europe.

Pour la 1^{ère} fois depuis la guerre, le système monétaire et financier a été mis au service des rentiers.

Banques, actionnaires, grands acteurs des marchés financiers poussent à ce que la rentabilité de l'activité réelle se hausse au niveau de celle de la finance.

Cela induit des gestions d'entreprise tournées contre l'emploi et le développement humain. Cela impacte donc les conditions de la production de biens et de services, la productivité, l'intensité du travail, ...

Cela a aussi un effet sur la répartition des richesses

La production de richesses nouvelles c'est ce que l'on appelle la création de valeur ajoutée (VA).

VA= production vendue - consommations intermédiaires,

Exemple :

la valeur ajoutée de l'artisan boulanger et de ses salariés
=

Le pain vendu - la valeur de la farine pour la produire,

- **Comment se répartit cette valeur ajoutée une fois produite ?**
- **Que sont les conflits de répartition ?**
- **Comment se développent-ils ?**

Les conflits de répartition deviennent plus forts quand la valeur ajoutée ne croit pas suffisamment ou, pire, quand sa croissance devient négative (-4 % [prévision 2009])

- Il y a le traditionnel salaire/profit,
- Il y a, de plus en plus, le bras de fer entre :
 - Prélèvements financiers/prélèvements publics et sociaux,
 - Prélèvements pour les marchés financiers/prélèvements pour les dépenses publiques et sociales

Attention au consensus gauche-droite pour diminuer les cotisations sociales versées par les entreprises.

Il faut au contraire combattre les baisses des cotisations sociales patronales.

Cette politique systématique est menée depuis le début des années 1990 pour prétendument défendre la compétitivité des entreprises en baissant pour cela le coût du travail, en diminuant les prélèvements publics et sociaux sur la valeur ajoutée des entreprises et en «modérant les salaires ».

Entre 1991 et 2008 (inclus) le total cumulé des exonérations de cotisations sociales patronales atteint 261 milliards d'euros, dont 221 milliards d'euros compensés par l'État.

En fait avec la part des exonérations de cotisations sociales patronales dans les cotisations sociales du secteur privé qui a progressé passant de 16% en 2000, à 20,9 % en 2007.

Cela a permis l'explosion des dividendes et intérêts payés par les entreprises sur la même période.

En 2007 : selon les Comptes de la nation (INSEE)

-- cotisations sociales patronales : 142 milliards d'euros,

-- charges financières + dividendes : 314 milliardS

C'est pourquoi, il ne faut pas seulement un nouveau partage de richesses mais il faut changer aussi la production de richesses et son financement,

- Relancer la consommation et, pour cela, augmenter les salaires et le SMIC (avec une conférence nationale des salaires).

Et pour financer cette augmentation nécessaire :

- Accroître l'efficacité productive de l'économie française (formation massive)
- Intervenir dans la gestion des entreprises pour baisser les coûts du capital et non pas les coûts salariaux.

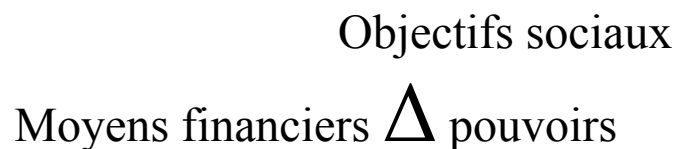
D'où l'importance du lien entre la croissance des investissements et emplois et qualifications.

II. UN NOUVELLE CONCEPTION DE L'INTERVENTION PUBLIQUE ET DU ROLE DES SALARIES, DES POPULATIONS

Il s'agirait de renverser l'ordre traditionnel des transformations révolutionnaires.

- Classiquement le cheminement était le suivant : on déterminait les moyens indispensables pour atteindre un certain nombre d'objectifs : la socialisation des grands moyens de production.
- Là on partirait des besoins sociaux pour remonter aux moyens et aux pouvoirs des salariés et des gens. D'ailleurs, il n'y a pas que la production, il y a toute la vie des gens qui va bien au-delà : relations hommes-femmes, parents-enfants, ...

Le cadre d'intervention pourrait être défini au travers d'un triangle :



Et cela au niveau :

- Mondial,
- Européen,
- National,
- Local.

A. De nouveaux objectifs sociaux et sociétaux de la politique économique

1. Sécuriser l'emploi, la formation et les revenus du monde du travail et de la création

On voit désormais l'explosion du chômage avec la crise économique. Si on continue à ce rythme, on pourrait aller

vers plus de 1 millions de chômeurs officiels supplémentaires en année pleine.

Après le renvoi massif des intérimaires, c'est maintenant la multiplication des plans de licenciements pour motifs économiques.

Enjeu majeur de la période :

S'opposer aux licenciements pour imposer d'autres solutions afin de traiter des difficultés des entreprises,

- Pour cela, s'inscrire dans la visée d'une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, contre la flexicurité qui se met en place dans tous les pays de l'Union européenne.
- Avec la révolution informationnelle, on ne peut plus se contenter de viser le « plein emploi », comme autrefois, c'est-à-dire le maintien d'un volant de chômage avec, nécessairement, beaucoup de précarité autour.

Il faut et on peut sécuriser et promouvoir l'emploi, la formation, le revenu et diminuer résolument le temps de travail.

Mais il faut, simultanément, accroître fortement le temps passé par chacune et chacun en promotion tout au long de la vie et créer de très nombreux nouveaux emplois.

Nous proposons ainsi d'engager sans attendre, en riposte aux chantiers de la flexicurité, les luttes et les

rassemblements de construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation pour chacun.

Pleinement réalisée, cette sécurité d'emploi et formation assurerait à chacun et chacune voulant travailler un emploi ou une formation pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une sécurité de bons revenus et de droits, des rotations entre chaque activité ou encore d'un emploi à un autre, mais maîtrisées par relais et s'intéresser.

Ainsi, graduellement, on se supprimerait le chômage par une sécurisation croissant d'activités et une mobilité choisie de promotion.

2. Les 3 grands chantiers :

a. *La sécurisation des parcours professionnels :*

- Lutter pour imposer des moratoires sur les suppressions d'emplois, devenant demain des droits de veto suspensif.
- Les salariés, leur comité d'entreprise, les syndicats doivent pouvoir faire prendre en compte des propositions alternatives pour permettre à toutes les personnes concernées :
 - *Soit d'être maintenues dans des emplois modernisés avec de bonnes formations ;*
 - *Soit d'être reclassées dans de bonnes conditions choisies,*

Pour cela on cherchera à diminuer les coûts du capital et non les coûts salariaux :

- Intérêt aux banques,
- Dividende aux actionnaires,
- Gâchis d'équipement,

- Prélèvement sur le pays donneurs d'ordre sur leurs sous-traitants,

L'exemple de l'automobile

C'est l'enjeu immédiat dans l'automobile avec, au lieu de la mise en chômage technique, le financement partagé de la mise en formation pour anticiper sur les futurs emplois à créer pour concevoir, développer et produire un nouveau modèle à bas coûts, populaire et écologique.

- b. *L'indemnisation du chômage, le retour à l'emploi avec le développement d'un nouveau service public de sécurisation de l'emploi et de la formation,*
- c. *De nouveaux contrats de travail sécurisés au lieu des contrats précaires*

Ces batailles doivent se conjuguer avec celles absolument nécessaires pour accroître le pouvoir d'achat fortement, en accroissant les salaires, les pensions et les retraites et en impulsant un essor nouveau des revenus de formation financé de façon mutualisée par les entreprises et les institutions publiques,

- *Augmentation sensible du SMIC (1600 € bruts)*
- *et ouverture de négociations sous forme d'une conférence annuelle sur l'emploi, les salaires les qualifications et leur financement. L'essor des salaires s'accompagnerait, bien sûr, dans un premier temps d'une augmentation des importations (14 % de la consommation des ménages est en fait de produits importés),*
- *Mais l'accroissement de la demande et de la consommation pourraient être maîtrisés par de :*
 - *Très gros effort de formation pour accroître les clarifications,*
 - *Revenu de formation soutenant la demande des ménages doux.*

B. Des moyens et des pouvoirs à la hauteur des objectifs sociaux

1. Il s'agirait particulièrement, en appui à la conquête de pouvoir des salariés sur la gestion pour les réorienter, de s'engager dans la construction d'incitations massives anti-délocalisations et anti-dumping et de coopérations hardies.

Notre idée : outre la fiscalité, mobiliser un nouveau crédit massif et sélectif pour les investissements dans les secteurs les plus exposés, au service de la promotion de normes sociales et environnementales avec nos partenaires.

Le crédit inciterait à sélectionner les investissements porteurs de meilleurs salaires, d'emploi et de formations qualifiantes supplémentaires, aussi bien en France, en Europe que dans les pays partenaires à bas coût salarial.

Le taux d'intérêt de ce crédit diminuerait d'autant plus que les investissements à financer les programmes auraient plus d'emplois, de formation, d'augmentation des masses salariales.

Il serait par contre relevé jusqu'à être très pénalisant pour les investissements de délocalisation.

La prise en charge publique des intérêts de ce crédit pourrait être financée par le produit de taxes douanières sur les

produits ne respectant pas les normes sociales et environnementales,

2. Il s'agit de défendre et de promouvoir les services publics avec de nouvelles entreprises publiques,

Pour répondre au besoin d'une nouvelle civilisation, avec un nouveau type de croissance et de développement durable, il y a nécessité absolue de faire croître très rapidement :

- *les dépenses de santé, éducation, recherche, logement, social, transports, énergie...*
Aux conditions nouvelles exigées par les enjeux :
- *démographique avec l'allongement de la durée de la vie,*
- *technologique avec la nécessité d'un essor de la recherche et de la formation tout au long de la vie,*
- *écologique avec la nécessité d'économiser les moyens naturels,*

Pour tout cela : exigence de sortir du carcan du Pacte de stabilité. Mais aussi nécessité que les ressources allouées aux services publics ne soient pas gâchées,

- Critères d'efficacité sociétale des services publics, au lieu de la rentabilité financière, et développement des pouvoirs croisés d'intervention des salariés et les usagers,
- Nouveau type d'entreprises publiques, au lieu de l'idée de service universel minimum assuré en Europe par les entreprises privées avec cahier des charges.

Nécessité d'entreprises publiques visant l'efficacité sociale, haut lieu de la rentabilité financière, et ayant à assumer pour cela des missions de sécurisation et de promotion de l'emploi et de la formation, au-delà de leur mission traditionnelle de service public, en coopération.

D'où l'enjeu :

- de l'appropriation sociale (propriété du capital, de la gestion, du financement)
- des coopérations nouvelles intimes

3. **Il s'agit de défendre et de promouvoir les services publics avec de nouvelles entreprises publiques,**

Pour répondre au besoin d'une nouvelle civilisation, avec un nouveau type de croissance et de développement durable, il y a nécessité absolue de faire croître très rapidement :

- *les dépenses de santé, éducation, recherche, logement, social, transports, énergie... Aux conditions nouvelles exigées par les enjeux :*
- *démographique avec l'allongement de la durée de la vie,*
- *technologique avec la nécessité d'un essor de la recherche et de la formation tout au long de la vie,*
- *écologique avec la nécessité d'économiser les moyens naturels,*

Pour tout cela : exigence de sortir du carcan du Pacte de stabilité. Mais aussi nécessité que les ressources allouées aux services publics ne soient pas gâchées,

- Critères d'efficacité sociétale des services publics, au lieu de la rentabilité financière, et développement des pouvoirs croisés d'intervention des salariés et les usagers,
- Nouveau type d'entreprises publiques, au lieu de l'idée de service universel minimum assuré en Europe par les entreprises privées avec cahier des charges.

Nécessité d'entreprises publiques visant l'efficacité sociale, haut lieu de la rentabilité financière, et ayant à assumer pour cela des missions de sécurisation et de promotion de l'emploi et de la formation, au-delà de leur mission traditionnelle de service public, en coopération.

D'où l'enjeu :

- De l'appropriation sociale (propriété du capital, de la gestion, du financement)
- Des coopérations nouvelles intimes.

C. De nouveaux financements pour réaliser ces objectifs en France et en Europe

- Réorienter le crédit et maîtriser autrement la politique monétaire
- Face à l'explosion de la crise monétaire et à son développement en crise économique mondiale, les états interviennent massivement :

France : 435 milliards d'euros mobilisés, dont 360 milliards pour soutenir les banques

Alors qu'on nous a répété qu'il n'y avait pas d'argent, que les caisses étaient vides !

Mais cet argent est déversé sans du tout toucher aux critères de crédit et aux critères de gestion des entreprises, tandis que les emplois publics sont massacrés et que les financements des services publics sont rationnés.

D'où les énormes blocages : l'argent qui coule à flot ne permet nullement de décoincer le crédit, les banques l'utilisant pour augmenter leurs marges et verser des dividendes, tandis que les plans de licenciements se multiplient, les grands groupes

faisant massivement boire la tasse aux PME et versant eux-mêmes d'importants dividendes.

D'où l'énorme enjeu politique d'une nouvelle maîtrise du crédit et de la politique monétaire avec l'idée, lancée depuis 1997, **de la création d'un pôle financier public** :

Il mettrait en réseau, sous contrôle public, la CDC, les Caisses d'épargne et les banques populaires, Oséo, la Banque postale, avec des banques en difficulté à renationaliser comme Natixis, mais aussi de grandes banques privées, elles aussi, à renationaliser.

On ajouterait l'ensemble qui vient d'être constitué par Sarkozy avec la Société de financement de l'économie, la Société de prise de participation de l'État et le Fonds stratégique d'investissement.

Cet ensemble serait, bien sûr, refondu, démocratisé et sa gestion guidée par de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale.

Ce serait une très grosse force de frappe au total.

1. Le pôle serait chargé de développer un nouveau crédit (ne pas refaire 1982)

Ce serait un crédit sélectif à long terme :

- pour les investissements matériels et de recherches des entreprises ;
- avec un taux d'intérêt qui pourrait être abaissé jusqu'à zéro, voire négatif (subventions) ;

-- il serait d'autant plus abaissé pour l'entreprise emprunteuse que son d'investissement programmerait de façon contrôlée, plus d'emplois durables, de qualité, plus de formations

Ce nouveau crédit inciterait ainsi à de nouvelle gestion des entreprises, en liaison avec lui. Il s'agirait, particulièrement, pour baisser les coûts des entreprises, de diminuer les coûts en capital matériel et financier, plutôt que les coûts salariaux.

2. Engager tout de suite la bataille pour développer trois prises sur ce pôle financier public :

- une prise locale,
- une prise nationale,
- une prise européenne,

Une prise locale :

Nous avançons l'idée d'aller, tout de suite, vers la mise en place de Fonds publics régionaux alimentés par une dotation budgétaire de chaque conseil régional.

Il prendrait en charge tout ou partie des intérêts des crédits des entreprises (PME) pour leurs investissements réels avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés qu'ils programmeraient plus d'emplois et de formation.

Ces fonds publics régionaux pourraient être saisis par les comités d'entreprise, les délégués du personnel, les syndicats, les associations, des élus locaux et les simples citoyens pour réaliser des projets d'emplois ou crédibiliser des contre-propositions face aux licenciements.

On peut engager tout de suite cette bataille à la portée pédagogique importante pour faire avancer la conscience du rassemblement.

Une prise nationale

Chaque Fonds régional constituerait un élément d'une fondation pour la création, le jour venu, de nouveaux rapports de force politique en France, d'un Fonds public national.

Celui-ci prendrait aussi en charge une partie des intérêts payés aux banques par les entreprises sur leurs crédits à long terme pour leurs investissements, selon les mêmes principes que pour les Fonds publics régionaux.

Ce Fonds national inciterait toutes les banques au-delà de celles mises en réseau avec la caisse des dépôts et consignations, à développer de nouveaux de mécanismes de crédit.

Interlocuteur du Parlement, mais pouvant aussi être saisi par les salariés, leurs institutions représentatives, les associations et les élus de terrain, il permettrait l'organisation d'une véritable politique industrielle et de services avec la promotion de filières, de leurs emplois, de leur qualifications avec la formation, de leurs normes écologiques, des recherches et des investissements nécessaires dans de vastes pôles de coopération avec un cœur public et social.

On alimenterait ce Fonds national par l'argent public aujourd'hui dévolu aux exonérations de cotisations sociales patronales, prises en charge par l'État: 27 mds en 2008.

Une prise européenne

Les crédits ainsi encouragés par le Pôle financier et les Fonds régionaux seront alors en partie présentés au guichet du refinancement de la BCE.

Celle-ci serait donc sollicitée pour soutenir des crédits bancaires dont la finalité et la sélectivité seraient favorables à l'emploi (très nouveau)

Ainsi on introduit par le bas dans le système, à l'appui des luttes sociales et des conquêtes politiques, un « virus » pour l'emploi et le développement des capacités humaines, en contradiction avérée avec ses fins réelles.

Cela irait de pair avec la bataille pour changer d'Europe, contre le traité de Lisbonne, pour de nouveaux traités avec :

- La mise en cause de la liberté de circulation des capitaux,
- Le changement de statut, de mission et de politique monétaire de la B. C. E.,
- La mise en cause du pacte de stabilité,
- Ainsi il s'agirait que la BCE passe sous le contrôle des Parlements européens et nationaux,
- Que sa politique monétaire ait pour priorité la sécurisation de l'emploi, de la formation, des revenus des travailleurs et de l'environnement.

Pour cela le taux d'intérêt de son refinancement pour les banques ordinaires serait d'autant plus abaissé que les crédits à refinancer servent à des investissements plus créateurs d'emplois de formation.

Par contre, ce taux d'intérêt serait relevé pour pénaliser les crédits servant à spéculer, délocaliser, investir contre l'emploi.

La BCE devrait aussi être susceptible d'appuyer par sa création monétaire, un essor concerté et durable des dépenses nécessaires au service public et à leur coopération en Europe.

D. Utiliser autrement les incitations fiscales et la politique budgétaire

Le grand enjeu d'une réorientation de la politique budgétaire concerne en premier lieu, tous les fonds publics versés aux entreprises.

-- à partir des calculs faits en 2005 par la Cour des Comptes, les aides publiques d'État aux entreprises pèsent aujourd'hui plus de 80 milliards d'euros. C'est le premier poste de dépenses de l'État.

Une masse considérable est formée par des exonérations de cotisations sociales patronales.

Tout cet argent est gâché. Il faut le réorienter.

D'où l'idée double :

- 1- Contrôler l'utilisation de ces fonds avec des commissions citoyennes ;
- 2- Commencer à les réorienter pour baisser les charges financières du crédit.

Au-delà il y a un problème majeur de croissance de la dépense publique et sociale, au lieu de son rationnement actuel, d'amélioration de son efficacité avec une maîtrise des salariés et des usagers des services publics, de financement enfin avec :

- une réforme de la fiscalité,
- une réforme des cotisations sociales patronales.

1. Réformer la fiscalité nationale et locale :

Cela fait plus de 20 ans que, de réforme en réforme, les prélèvements financiers sont pris dans un vaste effort de remodelage réactionnaire.

Il s'agit, pour l'essentiel, de détaxer toujours plus le capital et les profits.

Rompre avec ces tendances en ayant en vue plusieurs objectifs :

- Accroître les ressources publiques pour les services publics,
- Plus de justice fiscale,
- Plus d'efficacité sociale de l'impôt : l'impôt, comme le crédit, est une incitation à produire plus ou moins de richesses par les entreprises. On veut inciter à produire plus et mieux avec une promotion de l'emploi, de la formation, des salaires et la pénalisation des gâchis financiers.

Quelques pistes :

- Baisse de la TVA : taux zéro sur les produits de première nécessité,
- Modulation de l'impôt sur les sociétés de façon à encourager une utilisation des bénéfices favorable à l'essor de l'investissement et des emplois associés, et pénalisation de la fuite en avant dans la finance.

- Réforme de la taxe professionnelle, élargir sa base aux actifs financiers des entreprises et des banques. Cela concernerait surtout les grandes entreprises : un taux de 0,5 % sur ces actifs financiers rapporterait 18 milliards d'euros supplémentaires et une péréquation de ces ressources serait organisée entre les collectivités locales selon leurs besoins.

2. Réforme du calcul de la cotisation sociale patronale

La cotisation sociale patronale est calculée en fonction des salaires versés, mais prélevée sur les profits.

Ne pas abandonner la base de salaire, pour aller vers une base valeur ajoutée (VA = profits + salaires)

Nous proposons de taxer les revenus financiers du capital au même taux que les salaires,

-- nous proposons de réformer le calcul de son taux de façon telle que cette augmentation soit fonction du rapport salaires/valeur ajoutée globale.

La valeur ajoutée globale étant la valeur ajoutée plus les revenus financiers des entreprises. $VAg = VA + RF$

Donc le taux augmenterait d'autant plus que les emplois sont attaqués, que les salaires seraient faibles et que les placements financiers importants.

Au total : très forte croissance en plein régime de cette nouvelle cotisation qui inciterait à faire moins de prélèvements financiers et encouragerait la croissance réelle des emplois, des qualifications, des salaires.

Essor très important des recettes de cotisations sociales patronales en fonction de l'évolution des salaires.

Progressivement la C. S. G. serait supprimée.